

SOLSCOOP # 26

JUILLET • AOUT • SEPTEMBRE • 2024

bpost
business
BP-PP | B-02307
BELGIE(N)
BELGIQU

Bureau de dépôt : Bruxelles X.
N° d'agrégation : P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68
1060 Bruxelles



Éditrice responsable : Veronique Weynape, rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles

RÉSISTONS POUR DÉFENDRE LA SOLIDARITÉ

INTERVIEW p.2
Libère Bukobero,
ADISCO (Burundi)

FOCUS INTERNATIONAL p.3
Burkina Faso : Les chauffeurs
routiers se mobilisent contre le
trafic d'enfants

BRÈVES p.4-5
En Cisjordanie, Israël détruit,
saccage en toute impunité -
Solidarités 2024





SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement durable dans les pays partenaires. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur·euse·s belges et européen·ne·s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Directrice : Veronique WEMAERE – **Présidente :** Estelle CEULEMANS
Vice-présidentes : Martini HAGIEFSTRATIOU, Gwenaëlle GROVONIUS
Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND
Administrateur·rice·s : Alex ARNOLDY, Malik BEN ACHOUR, Tangui CORNU, Caroline HUT, Paul JAMMAR, Grégoire KABASELE, Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Arnaud LEVEQUE, Lara MANFREDI, Francis MARLIER, Julien POT, Ahmed RYADI, Frédéric THOMAS, Noémie VAN ERPS, Pascale VIELLE.
Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles
N°26 juillet – aout – septembre 2024



Solsoc est membre de l'association Récolte de fonds Ethique (RE-EF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.



Rue Coenraets, 68 -
1060 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 505 40 70
Email : info@solsoc.be
CCP : BE42 0000 0000 5454

[facebook.com/SolsocASBL](https://www.facebook.com/SolsocASBL)
twitter.com/Solsoc

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.



► **É D I T O**

COOPÉRATION INTERNATIONALE : LE CAP À DÉFENDRE DES 0,7%

Depuis le début du siècle, pour la première fois, les pays les plus pauvres subissent un décrochage économique majeur. L'écart entre leur produit intérieur brut (PIB) et celui des pays les plus riches s'est considérablement creusé au cours des cinq dernières années. Paradoxalement, l'aide au développement en provenance des pays riches tend à diminuer à l'échelle mondiale.

Depuis plus de 50 ans, la Belgique s'est engagée à consacrer 0,7 % de son revenu national brut à la coopération internationale, un objectif qu'elle n'a jamais atteint, stagnant à 0,45 % en 2022. Et la situation pourrait encore se détériorer. Depuis plusieurs mois, des figures gagnantes des élections de juin comme Bart De Wever et Georges-Louis Bouchez multiplient les annonces de possibles coupes budgétaires dans le secteur de la coopération au développement.

Dans un contexte où l'interconnexion des défis mondiaux est de plus en plus évidente et où l'efficacité de l'aide au développement est largement démontrée, il est incompréhensible que certains responsables politiques persistent à vouloir réduire cet investissement. Les économies réalisées seraient minimes et pourraient avoir des conséquences considérables pour les pays qui en dépendent.

Chez Solsoc, nous pensons au contraire que, dans un monde marqué par de multiples crises, la solidarité internationale est essentielle pour améliorer la vie des plus vulnérables, promouvoir la paix et renforcer le multilatéralisme. En mettant en avant la résilience et l'expertise de nos partenaires dans les projets soutenus par la coopération belge, nous souhaitons proposer une alternative constructive aux divisions et à la militarisation prônées par certains de nos dirigeants.

Estelle Ceulemans, Présidente

► **À découvrir sur cncd.be**



Face aux coupes envisagées dans le budget de la coopération au développement par la coalition Arizona dans le cadre des négociations gouvernementales au niveau fédéral, le CNCD-11.11.11 tire la sonnette d'alarme. Il publie aujourd'hui son **Rapport 2024 sur la Coopération belge au développement**, avec ses recommandations prioritaires pour le futur gouvernement.





► I N T E R V I E W

LIBÈRE BUKOBERO, ADISCO (BURUNDI)

Libère Bukobero est le secrétaire général d'ADISCO, une organisation d'appui au monde rural qui compte plus de 100 employé-e-s au Burundi. Son organisation opère dans un contexte politique particulièrement complexe, où les atteintes aux droits humains sont souvent soulevées. Pour nous, Libère revient sur le travail de son organisation, sur le rôle qu'elle joue au sein de la société civile burundaise, et sur l'importance de la coopération au développement.

“

Ce que nous sommes aujourd'hui est le résultat du soutien de Solsoc.

Libère Bukobero

”

Libère lors du forum international du CWBCI, lors d'une journée consacrée au rétrécissement de l'espace de la société civile - Solsoc 2023



Libère, peux-tu nous présenter le travail d'ADISCO ?

L'objectif d'ADISCO est de développer un mouvement paysan burundais capable de mener son propre développement et d'influencer les politiques avec des préoccupations transversales liées au travail décent, au genre et à l'environnement, en particulier sur l'adaptation au changement climatique. Pour mener ce travail, nous bénéficions principalement du soutien de la Belgique. En outre, nous travaillons avec l'Union européenne, et d'autres pays européens ou américains.

Quelle place occupe ADISCO au sein de la société civile burundaise ?

La société civile burundaise est complexe depuis la crise de 2015 : il existe une frange très jeune et progouvernementale, une frange radicalement opposée en exil et enfin une frange neutre et indépendante dont fait partie ADISCO. Aujourd'hui, on peut dire qu'ADISCO est un partenaire incontournable pour les actions qui requièrent la participation de la société civile burundaise.

Êtes-vous soutenus par l'État pour mener votre travail ou à l'inverse, subissez-vous des menaces et des difficultés pour effectuer votre travail ?

ADISCO est une organisation agréée par le gouvernement burundais et soutenue par l'État, dans le sens où nous avons reçu toutes les autorisations pour exercer notre travail. Si notre action n'est pas entravée, nous devons pourtant systématiquement demander l'autorisation de mener nos activités, d'organiser des réunions ou d'inviter des partenaires par exemple.

Nous avons fait le choix de ne pas prétendre à un soutien financier de l'état afin de garder notre autonomie et de ne pas risquer d'être instrumentalisé . C'est donc le financement de nos partenaires qui nous permet de préserver notre indépendance.

Que se passerait-il si l'argent de la coopération disparaissait ?

Si on arrêtrait nos interventions, il y aurait un grand impact sur certaines communautés et même au niveau du pays. Néanmoins, on pense les projets pour qu'ils puissent être autonomes, c'est le cas d'un certain nombre d'initiatives qu'on accompagne, comme la Fédération des mutuelles de santé par exemple. Pour le moment, les fonds de la coopération servent à payer l'équipe technique, mais ce sont les cotisations des membres qui payent les soins de santé.

Outre un soutien financier, que vous apporte un partenariat avec une organisation comme Solsoc ?

Solsoc est un partenaire institutionnel d'ADISCO depuis sa naissance en 2008, et a contribué à la construction de sa vision et de sa mission. Solsoc contribue au renforcement de notre structure, à la formation de nos cadres et de nos leaders. Elle nous accompagne aussi dans nos réflexions stratégiques. Ce que nous sommes aujourd'hui est le résultat du soutien de Solsoc.

Retrouvez l'entretien complet sur notre site internet : www.solsoc.be





► F O C U S I N T E R N A T I O N A L

BURKINA FASO : LES CHAUFFEURS ROUTIERS SE MOBILISENT CONTRE LE TRAFIC D'ENFANTS

Selon le classement annuel du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) publié en 2024, la crise humanitaire au Burkina Faso est la plus négligée au monde. Ce classement s'appuie sur trois critères : le manque de financement humanitaire, le manque d'attention des médias et le manque d'initiatives politiques et diplomatiques internationales.

Depuis 2015, le pays a vu s'implanter sur son territoire des groupes djihadistes originaires du Sud algérien, du Sud libyen (AQMI) et du nord du Nigéria (Boko Haram). Aujourd'hui, plus de 40% du territoire dispose de peu ou pas de services publics (écoles et centres de santé fermés, police absente, zone de non-droits). Dans ce contexte d'insécurité croissante, marqué par la violence, la malnutrition, la pauvreté et la déscolarisation, le trafic d'enfants prospère.

UN FLÉAU CONNU DES AUTORITÉS ET DES ENTREPRISES

Le trafic d'enfants provenant du Burkina Faso, du Mali et de la Guinée est un problème bien connu des autorités locales, malgré l'existence d'instruments internationaux et de lois nationales visant à l'éradiquer. Ce fléau persiste en raison du manque de perspectives économiques et de l'instabilité politique, qui créent un terreau favorable pour les trafiquants. Ces derniers exploitent les plus vulnérables en leur faisant miroiter un avenir meilleur. Historiquement, ces enfants étaient envoyés dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire, un pays qui produit 40 % du cacao mondial. Cependant, ces dernières années, ce sont les sites aurifères qui captent de plus en plus cette main-d'œuvre, l'or étant un produit moins sensible aux aléas climatiques, plus facile à extraire, et dont la valeur ne cesse de croître.

Les autorités locales doivent redoubler d'efforts pour lutter contre ce fléau, mais les grandes multinationales telles que Barry Callebaut, Olam, Cargill, Ecom, Suggen, Nestlé et Touton ont également une responsabilité importante. Ces entreprises, qui contrôlent près de 80 % du marché mondial du cacao, pourraient utiliser leur position dominante pour imposer des pratiques plus éthiques dans la filière. En 2021, plusieurs d'entre elles ont été confrontées à une



plainte collective déposée par huit jeunes maliens, qui affirmaient avoir été exploités dans des plantations de cacao en Côte d'Ivoire. Bien que des initiatives privées existent pour améliorer la transparence et la durabilité de la filière, elles demeurent insuffisantes.

Une enquête de l'Université de Chicago réalisée en 2019 révélait qu'environ 800 000 enfants travaillaient encore dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire, un chiffre particulièrement préoccupant. Face au contexte de nouvelle ruée vers l'or le même constat s'applique, les géants de la technologie tels qu'Apple, Samsung ou encore Amazone, avides du métal jaune pour ses propriétés de conductivité électrique et thermique ont aussi une responsabilité à agir pour que les droits humains et de l'environnement soient respectés tout au long de leurs chaînes de valeurs.





FOCUS INTERNATIONAL ◀



LES CHAUFFEURS ROUTIERS INTERCEPTENT LES ENFANTS VICTIMES DE TRAFIC

La lutte contre le trafic d'enfants est d'autant plus complexe que les trafiquants ciblent principalement des familles démunies, qui, par ignorance ou détresse économique, acceptent de se séparer de certains de leurs enfants. Face à ce fléau, l'Union nationale des Chauffeurs Routiers du Burkina (UCRB) et l'association ATY, deux organisations partenaires de l'ONG belge Solsoc, ont mis en place un projet visant à intercepter les enfants avant qu'ils ne franchissent la frontière ivoirienne. Sur les routes, dans les gares routières et aux postes-frontière, les chauffeurs routiers se sont organisés pour agir face aux situations de trafics des enfants qu'ils repèrent. Depuis le début de l'année, 194 enfants ont été interceptés et repris des mains des trafiquants, ceci avec l'appui des autorités. L'UCRB répond aux premiers besoins des enfants, les nourrir le soir de leur interception, leur permettre de récupérer... Ensuite, soit les enfants sont remis à leur famille d'origine lorsque c'est possible, soit ils sont confiés à l'Action sociale du Burkina. Pour les plus âgés, une formation professionnelle (mécanique, coiffure, boulangerie, élevage, couture, électricité ...) leur est proposée par l'association ATY, qui rétablit également le contact avec les familles et veille à ce que leur réinsertion se déroule dans de bonnes conditions. 36 jeunes de 15 à 18 ans ont actuellement intégré ce volet.

Cependant, malgré l'efficacité du projet, l'insécurité persistante dans certaines régions limite les possibilités d'intervention. Les routes empruntées par les chauffeurs routiers pour assurer l'approvisionnement du pays sont extrêmement dangereuses. En deux ans, près d'une cinquantaine de chauffeurs affiliés au syndicat ont été tués par des groupes terroristes. Face à ces tragédies, les gestionnaires du programme ont élargi la portée du projet en intégrant les familles des chauffeurs décédés. En 2024, 19 enfants orphelins ont ainsi pu rejoindre le programme de formation professionnelle, offrant à ces jeunes une lueur d'espoir pour un avenir meilleur.

Bien que l'appui de partenaires comme Solsoc, la FGTB-HORVAL, et la coopération au développement belge soit modeste, il souligne l'importance de la solidarité internationale pour soutenir des initiatives locales efficaces dans des contextes aussi complexes. Ce projet démontre qu'il est possible de défendre les droits humains et de favoriser le développement même dans un environnement marqué par l'insécurité et la violence. Les résultats obtenus jusqu'à présent témoignent de la résilience et de l'engagement des acteurs locaux face à ces défis.

À ce jour, seules des normes volontaires existent pour encourager des pratiques vertueuses de la part des entreprises, mais sans contraintes, il est difficile d'envisager un changement réel. Depuis une dizaine d'années, un projet de traité est en négociation au sein des Nations Unies pour assurer le respect des droits humains par les multinationales, mais les discussions sont complexes.

Certains États, craignant de perdre leur compétitivité, sont réticents à l'idée d'imposer des normes contraignantes à leurs entreprises, qu'elles opèrent sur leur territoire ou à l'étranger. Toutefois, l'Union européenne a récemment fait un pas en avant en adoptant une législation similaire qui s'appliquera à son marché unique. Cependant, cette législation ne sera mise en œuvre qu'à partir de 2026.



► B R È V E S

PALESTINE : EN CISJORDANIE, ISRAËL DÉTRUIT, SACCAGE EN TOUTE IMPUNITÉ

Depuis le 28 août dernier, l'armée israélienne a lancé une opération militaire d'envergure dans plusieurs villes du nord de la Cisjordanie. C'est la plus destructrice des 20 dernières années : les routes et infrastructures publiques sont saccagées à force de bulldozers blindés et de chars d'assaut, les villes ressemblent aujourd'hui à des chantiers à ciel ouvert, en particulier dans les camps de réfugiés. Partout, l'accès à l'eau et à l'électricité est extrêmement réduit, sans parler de l'inflation économique qui pèse depuis un an et des pertes d'emploi pour de nombreux·es Palestinien·ne·s. Alors qu'une nouvelle année scolaire débute pour des milliers d'enfants de Cisjordanie, se rendre à l'école est aujourd'hui impossible ou dangereux.

Les organisations partenaires de Solsoc peinent à continuer leur travail. A dans le camp de réfugiés de Tulkarem, une jeune bénévole a été blessée par balle au visage et un centre de volontaires a été la cible de l'armée. Il a été saccagé, et les volontaires maintenus sur place sans aucun moyen de contact avec leur famille et sans accès à l'eau pendant de longues heures.

De nombreuses familles, dont celles de bénévoles du programme, ont vu leur maison détruite ces derniers jours ou ont été contraintes de la quitter. À Tulkarem toujours, une coopérative a reçu l'ordre d'évacuer ses terres. En cas de refus, la coopérative risque de voir ses infrastructures détruites par l'armée israélienne, notamment des serres, qui représentent un investissement important tant financier qu'humain, et qui sont essentielles à la poursuite des activités de la coopérative.



Les hôpitaux ont été attaqués, le travail des ambulanciers est entravé. Les organisations partenaires ont alors notamment organisé une distribution d'eau et de nourriture dans les camps touchés en collaboration avec le Croissant rouge. Du côté de Naplouse, des coopératives agricoles se sont vues menacées par des colons et les membres n'ont pu atteindre leurs récoltes pendant plusieurs semaines. Celles-ci ont été complètement perdues. Ces opérations en Cisjordanie viennent s'ajouter à l'attaque meurtrière, jugée potentiellement génocidaire par la Cour internationale de justice, menée par Israël contre la bande de Gaza en représailles à l'attaque sanglante du 7 octobre 2023. Depuis cette date, en plus des plus de 41 000 Palestinien·ne·s tué·e·s dans la bande de Gaza, 674 Palestinien·ne·s ont également été tué·e·s en Cisjordanie (chiffres UN OCHA).

Continuons de nous mobiliser pour réclamer un cessez-le-feu, la fin de l'occupation illégale en Cisjordanie et de toutes ces atteintes inacceptables aux droits humains !

FESTIVAL « LES SOLIDARITÉS » 2024

Cette année encore, Solsoc était au rendez-vous au Festival des Solidarités de Namur les 23-24-25 août, qui a remporté un grand succès auprès du public pour sa 10e édition. En cette année tragique pour la population de Gaza et de Cisjordanie, nous avons imaginé, avec la collaboration de la régionale de Namur de la FGTB-HORVAL, un stand de sensibilisation sur la Palestine, avec des activités pouvant impliquer aussi bien les adultes que les enfants.

L'une des questions posées aux visiteurs était : « que pouvons-nous faire depuis la Belgique pour soutenir le peuple palestinien ? » Sur une grande roue à faire tourner, diverses actions étaient proposées, que nous pouvons tous et toutes entreprendre : continuer à s'informer, parler à son entourage de la Palestine, partager l'actualité sur les réseaux sociaux, participer aux manifestations, faire des dons à des ONG qui s'occupent de l'aide humanitaire, interpellier nos élu·e·s, etc.

Notre stand a été très bien accueilli, ce qui nous a donné l'énergie pour poursuivre notre mobilisation. Nous remercions tout particulièrement les délégué·e·s de Horval Namur, dont la participation active nous a permis de gérer au mieux un stand toujours rempli. Merci aussi à toutes celles et tous ceux qui sont venus nous rendre visite !

► A G E N D A

ATTAQUES CONTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE : LES DÉMOCRATIES EN DANGER !

Dans un contexte mondial où les démocraties reculent et où certains gouvernements, groupes armés et entreprises, s'en prennent à la société civile et aux mouvements sociaux, un groupe d'organisations syndicales, mutualistes et d'ONG belges dont Solsoc fait partie a décidé d'organiser une matinée de réflexion à la question des menaces et entraves qui pèsent sur les activistes.

Nous nous interrogerons notamment sur la manière d'y faire face et sur le rôle que peuvent jouer les acteurs de la solidarité internationale.

La Plateforme de Coordination Travail Décent vous invite le 7 octobre (9h-13h), à Bruxelles, à son événement :

**"Attaques contre la société civile : les démocraties en danger !
Les syndicats et mouvements sociaux se mobilisent partout dans le monde "**

- **Horaire** : 09 h - 13 h 30
- **Adresse** : Aeropolis, 579 Chaussée de Haecht, 1030 Schaerbeek.

Pour obtenir le lien d'inscription, veuillez contacter Stéphanie Lecharlier : slecharlier@solsoc.be.

SOLSOC A BESOIN DE VOUS , POUR L'OPÉRATION 11.11.11 !



Cette année, Solsoc s'engage une nouvelle fois dans l'opération 11.11.11, la plus grande **campagne de collecte de fonds** en faveur de la solidarité internationale. Cette action incontournable, organisée par le CNCD-11.11.11, se déroulera **du 7 au 17 novembre**.

Pour cette occasion, nous sommes à la recherche de **bénévoles motivé-e-s** afin de nous aider à vendre des produits solidaires dont les bénéfices financeront nos projets de développement à travers le monde.

Cette opération est essentielle pour Solsoc et ses partenaires. Rejoignez notre équipe et contribuez à une cause qui vous tient à cœur. Que ce soit dans votre quartier, votre ville ou au sein de votre réseau, chaque action compte.

Nous avons besoin de vous pour :

- **Tenir des stands de vente** dans les magasins et autres lieux publics
- **Organiser ou trouver des points de vente** dans votre entourage

Ensemble, nous pouvons faire la différence ! Partant-e ? Contactez-nous !

Contact : [Liviu Bercaru - lbercaru@solsoc.be](mailto:Liviu.Bercaru@lbercaru.be)

**Assureurs,
mais humains
avant tout.**

**Parce que nos
conseillers P&V
vivent au
quotidien les
mêmes situations
que vous.**



Assurances